

M^{me} Tatiana Catana est de nationalité moldave. Elle est avocate, membre du barreau moldave, spécialisée dans le conseil et la représentation juridique des victimes de la traite des êtres humains, de la violence fondée sur le genre et des abus sexuels.

Mme Catana est titulaire d'une maîtrise en droit et a 30 ans d'expérience dans le système juridique moldave, ayant commencé sa carrière en tant que procureure. Au cours des 20 dernières années, elle a concentré son activité sur la lutte contre la traite des êtres humains, la protection des droits humains et des droits des victimes. Ses compétences s'étendent à la mise en œuvre des politiques internationales en matière de prévention, de poursuites, d'identification, d'assistance directe et de protection des victimes.

Elle a été membre de divers groupes de travail mis en place par le gouvernement pour rédiger et réviser la législation nationale sur la prévention et la lutte contre la traite des êtres humains et d'autres lois adoptées pour se conformer aux traités internationaux. En sa qualité d'experte en matière de traite des êtres humains, elle a participé à l'élaboration de l'actuel mécanisme national d'orientation pour la protection et l'assistance aux victimes de la criminalité.

En outre, elle possède une vaste expérience en tant que formatrice dans le domaine de la lutte contre la traite des êtres humains, notamment dans l'élaboration et la fourniture d'outils de renforcement des capacités des avocats, des officiers de police, des procureurs, des juges et des travailleurs sociaux en Moldavie et dans d'autres pays.

Mme Catana a travaillé directement avec des groupes socialement vulnérables, notamment des victimes de la traite des êtres humains, de l'exploitation et de la violence fondée sur le genre, qu'il s'agisse d'adultes ou d'enfants, en leur fournissant une assistance juridique et en les représentant devant les juridictions pénales, civiles et administratives.

Elle a souvent coopéré avec des acteurs nationaux et internationaux tels que l'Organisation internationale pour les migrations, l'UNICEF, UN WOMEN, l'UNFPA et l'OSCE.

Décembre 2022